



La Défense, le 13 juillet 2017

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

COUPES BUDGETAIRES

Il a récemment été annoncé à une communauté policière estomaquée que des restrictions budgétaires importantes allaient frapper le ministère de l'Intérieur, en répercussion du dernier rapport de la Cour des comptes.

En conséquence des annulations envisagées pour les forces de sécurité intérieure, la police nationale devra supporter une baisse de ses crédits alloués de 110 millions d'euros d'ici la fin de l'année, ce qui représente **près de 12 % de son budget de fonctionnement**.

Le premier sentiment qui domine chez les policiers est d'abord **l'inquiétude**. Dans un contexte d'extrême tension, d'étoffement permanent des missions, de sollicitations d'un niveau inégalé, comment l'institution va-t-elle pouvoir offrir à la population les services qu'elle mérite, au même niveau, dans de telles conditions ?

Quel sera l'impact réel de ces rationalisations budgétaires sur les conditions de travail et de sécurité des policiers qui sont chaque jour confrontés à des risques de plus en plus élevés ?

Le second sentiment, qui commence à grandir dans les rangs des forces de l'ordre, s'approche de celui de la trahison. Alors que les instances politiques avaient justement promis de tout faire pour la sécurité des français, les retranchements de crédits annoncés résonnent comme un coup de tonnerre dans l'institution.

La France se trouvant dans un état de menace inégalé, où la vie de chacun peut être mise en danger à tout moment, les professionnels qui œuvrent pour la sécurité du pays ne comprennent pas que l'on sacrifie sur l'autel de la froide orthodoxie budgétaire la qualité de fonctionnement de ministères régaliens, tous mobilisés contre les risques actuels, tels que l'Intérieur, la Justice et la Défense, lesquels forment un rempart républicain contre le djihadisme, l'anarchisme violent qui monte et la rupture du lien social.

Pour nombre de policiers, il est à craindre qu'aucune leçon n'ait été tirée de **la grogne de l'automne 2016**. Le risque de décalage entre les annonces faites et la réalité pourrait générer une crise de confiance durable au sein d'une institution à qui l'on a laissé entendre qu'elle était prioritaire.

Les chefs de la police nationale que sont les commissaires de police **mettent en garde** nos responsables institutionnels sur la menace d'aggravation du **fossé naissant entre les autorités politiques du pays et les défenseurs de la République**, qui garantissent chaque jour la stabilité du corps social, sans laquelle rien n'est réalisable.